

Conférence nationale
21-22 octobre 2006

Gilles Alfonsi

Fédérer le plus grand nombre d'énergies

Il y a plusieurs mois, nous étions quelques-uns à estimer que le débat pourrait aboutir favorablement, dans une dynamique unitaire, sur la question de la stratégie. Des camarades, que je respecte, nous disaient que nous allions céder concernant des questions aussi importantes que la conception du rapport aux pouvoirs et de l'exercice des responsabilités. Ils se sont trompés. Nous avons cet accord.

Ensuite, alors que nous étions plus nombreux à dire que le travail sur le programme devait pouvoir avancer rapidement, on nous a dit que le programme n'aurait pas de contenu sérieux... Erreur, un premier programme, globalement de bonne tenue, vient d'être adopté.

Au cours des dernières semaines, bien des choses ont changé : les communistes ont investi les collectifs, qui se sont eux-mêmes nettement élargis. Et tout le monde peut mesurer maintenant que bien des méfiances, des défiances et autres soupçons sont sans lien avec l'essentiel de ce qui se déroule sur le terrain.

L'essentiel, dans la dynamique unitaire et pour le Parti, c'est la force de l'exigence d'unité, c'est le sentiment qu'il peut se passer quelque chose de grand, c'est aussi le sentiment que nous avons une obligation de réussite !

Pouvons-nous envisager collectivement la possibilité d'une candidature qui ne soit pas issue de notre direction, dans le cas où notre offre politique ne serait pas suffisamment partagée, possibilité que nous ne pouvons pas taire ?

Pour les uns, il s'agirait d'un reniement, d'une négation du rôle du parti, d'un abandon.

Pour d'autres, pour moi-même, envisager réellement cette possibilité pourrait au contraire être l'affirmation forte d'une authentique capacité à favoriser, comme nous le disons dans nos textes de congrès, le rassemblement du plus grand nombre pour battre la droite et réussir à gauche.

Pour certains, c'est faire l'impasse sur l'apport communiste au rassemblement, et c'est passer par pertes et profits les intérêts du parti.

Pour d'autres, dont je suis, l'apport communiste s'exprime et s'exprimera de mille manières. Il sera puissant et le parti a tout intérêt, y compris électoral, à jouer pleinement le jeu du rassemblement. On peut être candidat à une élection, être parfaitement inaudible et à l'arrivée totalement marginalisé. Au passage, n'entendons pas les enquêtes d'opinion seulement lorsqu'elles nous font plaisir. Ne faisons pas la sourde oreille par rapport à ce qui nous est dit dans les collectifs. Ne taisons pas l'écart entre l'intention de défendre la candidature de Marie-George Buffet dans les collectifs et la réalité de ce qui est dit.

Pour certains, le listage des qualités de MGB justifie sa candidature. Mais les défenseurs des uns et des autres candidats sont nécessairement intarissables sur les qualités de ceux qu'ils soutiennent. Notre question n'est pas d'avoir un candidat présidentiable

alors que nous voulons sortir du présidentialisme, rompre avec les logiques institutionnelles et médiatiques actuelles, et que nous voulons une animation collective de la campagne.

Ce n'est pas principalement cela qui doit nous décider : c'est la possibilité de fédérer le plus grand nombre d'énergies : l'implication de tous nos partenaires des collectifs, qui ne veulent pas être perdus comme de simples soutiens, ralliés au parti communiste, ou être seulement des compagnons de route.

Oui, les citoyens peuvent légitimement s'interroger sur la désignation du chef de file d'un parti comme candidat du rassemblement antilibéral : quelques années d'ouverture, la timide gauche populaire et citoyenne, accouchée dans la douleur, une dynamique en faveur du non - et non sur un projet alternatif - ne font pas le poids par rapport à des décennies de parti-guide, à la vieille délégation de pouvoir, mais aussi par rapport à l'échec - qu'on oublie trop, bien qu'il soit tout proche - de la gauche plurielle, avec les tentations qui existent parfois de réitérer les mêmes constructions.

Le bulletin de vote soumis aux communistes va-t-il seulement réitérer notre offre d'il y a plusieurs mois, taisant ce qui se passe sur le terrain, ou va-t-il leur permettre d'exercer réellement leur souveraineté, c'est-à-dire tenir compte des conditions réelles ou il s'agit de « faire l'histoire » ?